



CAP
LOUP

Sondage européen : La Ruralité soutient la stricte protection des loups

Les grands carnivores, y compris les loups, devraient rester strictement protégés au sein de l'Union européenne et avoir le droit de coexister avec les activités humaines : c'est ce qui ressort des résultats d'un sondage de grande ampleur, publié ce jour par la Fondation Brigitte Bardot et le Collectif CAP Loup (collectif de 40 associations françaises) et réalisé en novembre auprès des populations rurales de 10 pays européens, interrogées sur leur rapport aux grands carnivores et aux pratiques de chasse. Alors que la Commission européenne envisage d'affaiblir la protection des loups sous la pression des lobbies et que le Gouvernement français permet de tuer chaque année toujours plus de loups (169 loups tués en 2022 et déjà 183 loups tués en 2023), les ruraux se sentent-ils réellement en insécurité dans les campagnes et sont-ils en phase avec cette politique d'abattage toujours plus destructrice ?

L'enquête publiée ce jour, réalisée sur 10 000 habitants de zones rurales de 10 pays européens (*Allemagne, France, Espagne, Pays-Bas, Italie, Belgique, Pologne, Danemark, Suède et Roumanie*), souligne **qu'une majorité des habitants des zones rurales européennes sont favorables à la protection des loups et d'autres grands carnivores** (lynx, ours). 75% des ruraux français estiment en effet que les loups ont le droit d'exister dans l'Union européenne (72% des sondés dans les 10 pays) et 74% se déclarent en faveur du maintien d'une protection stricte dans l'UE pour garantir leur survie à long terme (68% des sondés dans les 10 pays).

Constat important, à l'heure où les lobbies de la chasse et de l'élevage tirent sans relâche les ficelles de la politique anti-loup du gouvernement : **La France fait partie des États membres où les personnes interrogées se sentent le moins représentées par les groupes d'intérêt agricoles et d'intérêt pour la chasse**. En effet, seulement 16% des ruraux se sentent bien représentés par les groupes d'intérêt pour la chasse et 10% par les groupes d'intérêts agricoles. Pourtant, la voix des ruraux français est bien souvent détournée au profit de ces lobbies qui se présentent en défenseurs de la ruralité et nient par là-même l'opinion publique. En effet, les Français interrogés, habitant dans des zones rurales, sont également parmi les européens les plus sensibles à la protection de l'environnement et à la conservation des espèces (respectivement 86% et 83 % en font des priorités).

Si les citoyens ruraux se disent peu informés sur les grands carnivores, **la France est l'État membre où les personnes interrogées se sentent le plus en sécurité malgré la présence de ces espèces** (48% se sentant en sécurité contre 24% se sentant en insécurité), y compris en promenade avec leur chien. A contrario, les personnes interrogées en France sont celles qui se sentent le plus en danger pendant la période de chasse (62 %) et qui sont même les plus susceptibles d'éviter de sortir pendant cette période (54 %). **Les activités de chasse apparaissent donc davantage comme une source d'insécurité et d'inconfort pour les populations rurales que la présence d'espèces sauvages**, y compris de grands carnivores, à proximité.

Aux termes de ce sondage, ce sont par ailleurs 76% des ruraux français qui estiment que les éleveurs devraient mettre en œuvre les mesures disponibles pour protéger leurs animaux des grands carnivores, et **66% qui considèrent que l'abattage de grands carnivores présentant un risque potentiel ne devrait avoir lieu que s'il est prouvé que des mesures de protection adéquates ont été mises en œuvre et ont échoué**. Ces résultats corroborent ceux d'un sondage réalisé en mars 2023

par la Fondation Brigitte Bardot, selon lequel 72% des Français encouragent l'Etat à favoriser et soutenir les efforts de coexistences entre les espèces sauvages et les activités humaines en minimisant le recours aux procédés létaux.

Alors que le ministère de la Transition écologique vient de soumettre à consultation publique un nouveau projet d'arrêté ministériel assouplissant encore les conditions d'autorisation de tirs d'abattage de loups, prendra-t-il enfin en compte l'attente des Français, en faveur d'une meilleure cohabitation entre espèces sauvages et activités humaines, au lieu de mettre en péril des années d'efforts déployés pour voir réapparaître le loup sur le territoire français ?

Pour consulter tous les résultats du sondage, [cliquer ici](#).